

Daniel Bensaïd

## Commentaire des résultats de la présidentielle 2002

*Cette interview a été réalisée pour la revue Viento Sur, Espagne. N'ayant pas retrouvé les questions, nous les avons remplacées par des intertitres.*

### Incidence des résultats du 2<sup>e</sup> tour sur les législatives

Chirac, le président sortant qui a obtenu le plus mauvais résultat [au 1<sup>er</sup> tour] depuis qu'existe l'élection du président de la République au suffrage universel, a été élu au second tour contre Le Pen avec un score sans précédent de 82 %. Entre les deux tours, la gauche s'est fortement mobilisée, notamment dans la rue le 1<sup>er</sup> Mai, alors que la droite faisait sa campagne habituelle. Pour faire voter Chirac, les médias ont présenté ce second tour comme un référendum anti-Le Pen. Suivant la logique des institutions présidentielles de la V<sup>e</sup> République, il s'agit aussi, indissociablement, d'un plébiscite pro-Chirac, dont on constatera assez vite qu'il ne manquera pas de s'en servir. D'abord en réclamant un « vote utile » aux législatives lui donnant une large majorité parlementaire pour éviter une nouvelle cohabitation mortifère qui ferait gagner encore du terrain à Le Pen.

Le piège institutionnel s'est ainsi refermé sur tous les acteurs, y compris la gauche de gauche et les mouvements sociaux écartelés entre le vote nul qui risquait de faire monter le pourcentage de Le Pen et le vote « Chirac contre Le Pen ».

La décision entre les deux inconvénients dépendait sans doute d'une évaluation du danger. Nous ne sommes pas à la veille de la

marche sur Rome, même si l'alerte doit être prise très au sérieux. C'est pourquoi, personnellement, j'ai choisi de voter blanc au deuxième tour. Il me semble en effet qu'hypnotisée par le péril Le Pen, la gauche a sous-estimé les conséquences d'une logique du moindre mal. De plus, appeler les jeunes manifestants, pour leur premier vote souvent, à voter pour l'escroc contre le facho, c'est les inviter à entrer dans la politique par la porte du cynisme.

Maintenant, le résultat des législatives est très incertain. Il dépend dans une large mesure des résultats du Front national (FN), car avec 12 % au premier tour, ses candidats pourraient se maintenir au second et dans la plupart des cas faire perdre la droite qui leur refuse son alliance. Placé ainsi en position d'arbitrage dans 250 à 300 circonscriptions, le FN pourrait provoquer une nouvelle cohabitation en espérant en tirer les marrons du feu.

C'est pourquoi, à la crise sociale que révèle le résultat de la présidentielle, s'ajoute désormais une crise ouverte des institutions de la V<sup>e</sup> République. De nombreuses voix s'élèvent, notamment dans la mouvance socialiste, pour exiger de trancher les contradictions des institutions héritées du général de Gaulle. On évoque une Assemblée constituante. Mais entre un renforcement du présidentielisme et un retour à un régime parlementaire, les solutions ne sont guère exaltantes. Si cette question institutionnelle est sérieuse, elle ne saurait en effet faire oublier que la crise de représentation est aussi un effet du rétrécissement de l'espace public sous l'effet de la privatisation générale du monde.

### Appréciation des résultats du 1<sup>er</sup> tour

Le 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle a dégagé cinq faits majeurs :

1. Les partis de gouvernement, de droite et de gauche, ont perdu près de cinq millions de voix ;
2. 30 % des électeurs se sont abstenus, ce qui constitue un record pour une élection présidentielle ;
3. Le FN, avec environ 5,5 millions de voix, s'est maintenu plus qu'il n'a progressé en chiffres absolus. Cela dépend de la manière de compter les voix recueillies par de Villiers en 1995, qui étaient pour une grande part des voix d'extrême droite. Il reste que le FN a plus progressé en pourcentage du fait de l'effondrement des partis traditionnels qu'il n'a gagné dans l'absolu.
4. Le Parti communiste (PC) s'est effondré au-delà de ce qu'on pouvait imaginer, passant derrière Laguiller et Besancenot. Ce résultat de 3,3 % va ouvrir dans ses rangs un douloureux bilan, d'autant plus qu'il est désormais menacé de banqueroute financière et de disparition de son groupe parlementaire. Dans ses bastions traditionnels, le PC maintient péniblement 8 à 10 %. Il est presque partout battu par l'extrême gauche et ne fait aucune percée dans de nouveaux départements. Ce que confirme la structure de son électorat : 2 % des électeurs Hue ont moins de 25 ans, 25 % ont plus de 75 ans, et 40 % sont des retraités.
5. Enfin, l'extrême gauche dans son ensemble, totalise plus de 10 %, trois millions de voix, contre les 5,5 de Le Pen. C'est un événement que les médias se sont empressés de gommer en faisant grand tapage en faveur du vote Chirac au second tour. Dans certaines villes comme Clermont-Ferrand, l'extrême gauche dépasse les 14 %, ce qui signifie des scores supérieurs à 20 % dans les quartiers populaires. Enfin, dans ce vote extrême gauche, on constate un rééquilibrage entre les 5,7 % d'Arlette et les 4,3 % de Besancenot.

## **La campagne de la Ligue et d'Olivier Besancenot, le profil de l'électorat**

Nous étions en faveur d'une candidature unique de l'extrême gauche pour sanctionner le plus clairement possible le bilan du gouvernement de gauche plurielle. En effet, depuis les présidentielles de 1995 où Lutte ouvrière (LO) avait passé la barre des 5 %, la montée du vote critique à gauche s'était confirmée aux Européennes, aux régionales, et aux municipales de l'an passé. La candidature d'Arlette s'imposait donc, et nous en étions d'accord, mais nous voulions un minimum de modalités de campagne commune dans le prolongement de la liste Arlette-Alain des Européennes. Lutte ouvrière a refusé tout net. Deux possibilités restaient alors : soit appeler à voter Arlette en faisant une campagne indépendante de la Ligue sans candidat ; ou bien présenter un candidat. Le choix était difficile. Car le ramassage des 500 signatures de maires est une tâche très difficile (il a fallu visiter plus de 50 maires en moyenne pour obtenir une signature) qui mobilise beaucoup d'énergies, de nombreux week-end, depuis l'été. Ensuite, Arlette est une image sociale populaire et connue. Nous risquions de creuser par là l'écart entre LO et la Ligue sur un terrain peu favorable. Mais, inversement, ne pas se présenter, c'était laisser à LO le monopole du vote extrême gauche et risquer de disparaître non seulement de l'élection présidentielle (qui distribue les cartes pour longtemps), mais aussi des élections législatives. Nous avons donc fait le pari d'une candidature d'anonyme, jeune travailleur.

Le profil de la campagne n'est pas difficile à imaginer. Le thème principal a bien sûr été celui d'une refondation sociale contre la refondation antisociale du patronat : salaires, interdiction des licenciements dans les entreprises

qui font des profits, services publics, défense de la Sécurité sociale, etc. La différence par rapport à Arlette s'est faite sur trois points : le rapport aux mouvements sociaux, l'engagement dans la mobilisation contre la mondialisation capitaliste, et une forte démarche unitaire pour la gauche non gouvernementale.

Si l'on peut se fier aux sondages « sortie des urnes », l'électorat de Besancenot est jeune (45 % ont moins de 35 ans) et pour 40 % salarié (ouvriers et employés), le reste : enseignants, étudiants, chômeurs, etc. Les motivations du vote sont d'abord la lutte contre les inégalités et pour l'emploi (la mondialisation n'intervient que pour une petite minorité). Mais à la différence de l'électorat d'Arlette qui est « fidélisé » pour un tiers environ, cet électorat Besancenot reste fragile : 25 % de ses électeurs se sont décidés la veille ou le jour même du scrutin (ce qui n'est pas étonnant puisqu'un mois avant il n'était pas encore sûr d'obtenir les signatures et il restait pratiquement un inconnu du grand public, n'ayant guère accès aux médias).

On peut donc redouter que le traumatisme du premier tour des présidentielles ne provoque une logique du « vote utile à gauche » pour les législatives et ne fasse reculer significativement les scores d'extrême gauche. Nous verrons bien. Mais l'important, c'est que des gens qui ont déjà voté une fois pour ces candidats ont franchi une barrière et peuvent recommencer.

## **Le vote Le Pen, la défaite de la gauche plurielle**

Je crois qu'il faut d'abord écarter toute analogie avec les années trente. Qu'un cinquième de l'électorat vote sans états d'âme pour un candidat ouvertement raciste et xénophobe est déjà assez grave. Mais les analogies boiteuses

risquent de faire commettre bien des erreurs. Le FN n'est soutenu par aucune fraction significative du grand patronat (Europe oblige !). Curieusement, sa campagne militante a été beaucoup plus faible qu'en 1995. Même le résultat du premier tour n'a pas suffi à créer une dynamique. Entre les deux tours le rassemblement du 1<sup>er</sup> Mai du FN a été un échec relatif ainsi que son unique grand meeting national à Marseille qui n'a réuni que 3 000 personnes. Inversement, il est significatif que ce soit la gauche qui ait occupé la rue dès le soir du premier tour, le 1<sup>er</sup> Mai et encore le soir du second tour.

Quant aux repentis qui regrettent la dispersion des voix et leur vote « irresponsable » du premier tour, ils se cachent la réalité. La première question, c'est pourquoi la gauche au gouvernement a perdu ses électeurs ? Pourquoi 30 % d'abstentions ? Enfin, pourquoi les partis de la gauche plurielle ont choisi, de leur point de vue, une démarche absurde. C'est Jospin qui avait imposé le référendum sur le quinquennat et inversé le calendrier électoral pour que la présidentielle précède la législative. Il renforçait ainsi la logique présidentielle des institutions. Or, les partis de la gauche plurielle sont allés à cette élection avec quatre candidats (Jospin, Hue, Mamère, Taubira) – 4 et demi si on ajoute Chevènement – car chaque parti voulait se placer pour les législatives. C'est un dispositif parlementaire pour une élection présidentielle qu'eux-mêmes avaient choisi après avoir gouverné ensemble pendant cinq ans. Si dispersion il y a eu, c'est au sein de la gauche plurielle.

On ne peut rien reprocher en revanche aux candidats d'extrême gauche (les médias ont d'ailleurs hésité à s'aventurer sur ce terrain), puisqu'ils étaient dans une opposition de gauche au gouvernement. Il était parfaitement

logique et légitime que cette position soit défendue au premier tour d'une élection à deux tours... À moins d'imposer un parti unique à gauche qui serait le symétrique du parti unique que Chirac voudrait imposer à droite !

Les raisons de la défaite de la gauche plurielle tiennent à un accident institutionnel, mais ses causes sont bien sûr plus profondes. Il suffit de rappeler qu'à la veille du scrutin, les deux tiers des électeurs ne voyaient aucune différence significative entre gauche et droite. Jospin et Chirac n'ont cessé de s'accuser réciproquement de se voler leur programme sécuritaire.

Le divorce entre la gauche et l'électorat populaire vient de loin : le ralliement à l'Europe de Maastricht, les privatisations, l'application du plan Juppé (qui avait fait chuter le gouvernement de droite !), les 35 heures compensées par une flexibilité accrue, le refus de régulariser les sans papiers (qui a valu un vote sanction dans les milieux intellectuels), et dans la dernière ligne droite, les promesses faites à Barcelone d'un déficit 0 en 2004, la perspective des fonds de pension et de la privatisation de l'énergie ! Enfin, les enseignants, qui n'ont pas oublié le ministère Allègre, ont également déserté en masse la gauche plurielle.

Les conséquences sont contradictoires. Il y a d'un côté une banalisation du vote Le Pen : de plus en plus de ses électeurs osent assumer publiquement leur vote. Mais il y a aussi un effet électrochoc et réveil dont témoignent les énormes manifestations de la jeunesse. Cette prise de conscience, combinée aux mouvements anti-guerre et antimondialisation, peut faire lever la nouvelle génération poli-

tique que nous attendons depuis longtemps. Maintenant, si la gauche plurielle (déclarée désormais « unie ») se retrouve dans l'opposition après les législatives, elle va tenter de mettre cette cure à profit pour regagner du terrain à gauche. Avec quelle crédibilité après les désillusions des années Mitterrand et des années Jospin ? C'est l'enjeu du combat qui commence et du rapport de force entre centre gauche et gauche de gauche (pour reprendre la formule de Bourdieu). Nous en saurons plus après les législatives selon la tournure que va prendre la succession de Jospin dans le PS. Une direction autour de Fabius/Strauss-Kahn accentuerait le cours vers la troisième voie que réclame Anthony Giddens dans une tribune du *Monde*. Certains dirigeants socialistes ne sont pas insensibles aux critiques qui reprochent à Jospin d'être resté à mi-chemin entre vieille gauche réformiste et troisième voie social-libérale. Mais les Verts et la Gauche socialiste vont plutôt essayer de gauchir la gauche unie pour faire reculer l'extrême gauche.

### **L'orientation de la LCR**

Il y a eu, dès le lendemain du premier tour de la présidentielle un afflux d'adhésion vers les partis (le FN, le PS, les Verts), mais aussi vers des mouvements comme SOS Racisme ou Ras l'Front. En une semaine, la LCR a enregistré pour sa part un millier de nouvelles adhésions. Elle a été particulièrement dynamique dans toutes les manifestations. Depuis des années elle souligne la nécessité d'un nouveau parti ou mouvement anticapitaliste de la gauche de gauche. C'est une formule qui restait générale

du fait de l'absence de partenaires substantiels et de la méfiance des équipes militantes des mouvements sociaux envers la politique institutionnelle.

Passé le temps de l'émotion immédiate et passée l'épreuve des législatives, nous aurons les idées plus claires sur la dynamique et son ampleur. Pour le moment, les données sont décevantes. LO a pris une position sectaire stupide en refusant un accord de répartition des circonscriptions avec la Ligue pour les législatives, accord qui aurait permis une candidature unique d'extrême gauche dans toutes les circonscriptions pour résister à la logique du vote utile. Le PC et les Verts restent, sans bilan, dans la gauche unie pour sauver leurs députés. Mais l'avenir immédiat dépend du résultat des législatives et de savoir si la gauche sera à nouveau prisonnière de la cohabitation ou dans l'opposition. En tout cas, la Ligue doit maintenir sa démarche de rassemblement sur un programme immédiat de refondation sociale, de refondation démocratique, de mobilisation contre la mondialisation capitaliste et le nouveau militarisme impérial. C'est en effet le contenu, et non les combinaisons d'appareil, qui doit déterminer les convergences et les rassemblements possibles si on ne veut pas risquer de recommencer ce qui a été lamentablement sanctionné le 21 avril. Ces perspectives ne doivent par ailleurs pas faire lâcher la proie pour l'ombre. Il est nécessaire en effet de consolider le recrutement, la formation des nouveaux militants, et d'adapter la Ligue à cet afflux. Car la politique est affaire de rapports de force.

Mai 2002